



LU POUR VOUS « Le petit Journal 82 du 11.05.2012 ».

Ils étaient un peu plus d'une cinquantaine, hier en fin de matinée, devant l'Hôtel de police de Toulouse, à manifester leur mécontentement. D'autres - dont deux policiers de Montauban -, à l'appel de la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police (FPIP), manifestaient à proximité de la préfecture de Haute-Garonne

Politique du chiffre, suppression de postes, manque de moyens matériels, irrespect des forces de l'ordre, manque de reconnaissance, montée en puissance de la violence...: tout y était pour rappeler au futur gouvernement les raisons de la colère des forces de l'ordre.

Dans une motion datée du 5 avril dernier, la FPIP rappelle que "le métier de policier ne se conjugue pas avec la logique économique" et qu'il est impératif de pourvoir décemment la police en moyens humains. "A l'heure

actuelle, la RGPP (1) anéantit progressivement les capacités opérationnelles des forces de l'ordre", écrit-elle. En clair : il ne faut pas supprimer de postes, il faut en créer.

"On nous demande de multiplier les missions, les patrouilles... Mais les moyens de suivent pas", déplore un fonctionnaire de la police de Montauban, qui a souhaité garder l'anonymat.

La police solidaire de la Justice

Les policiers dénoncent également les moyens octroyés à la Justice : "Il est absolument indispensable [...] que la Justice de notre pays ait également les moyens de ses missions et de ses ambitions dans le cadre d'une politique pénale sans faille !" Pour les policiers, il est nécessaire que "les individus dangereux soient mis hors

d'état de nuire."

"On en a marre d'arrêter des gens et de les revoir en liberté trois jours après", confie un autre policier Montalbanais.

"Pour que le travail effectué par les forces de l'ordre ne soit pas vain, mais aussi pour limiter les risques de récurrence, les individus auteurs d'infractions doivent être poursuivis et punis avec plus de sévérité", rappelle encore la FPIP.

Pour les agents de la police nationale, il est nécessaire de voir un retour de l'autorité de l'Etat qui les protégera et protégera les Français. Tous insistent sur le déséquilibre qui caractérise le pays face à aux délinquants. "L'Etat doit fournir les moyens adéquats et suffisants à ses agents pour assurer leurs missions de la meilleure façon possible et dans des conditions de sécurité optimales", insiste la FPIP.



...pendant ce temps, à l'appel de la FPIP, une trentaine de policiers - dont deux Montalbanais - étaient devant la préfecture de Haute-Garonne... (photo prise par un policier avec son téléphone portable)

Une délégation composée du secrétaire de la zone sud-ouest, David Portes, et du secrétaire régional Midi-Pyrénées de la FPIP, Didier Gailhard, était reçue par le directeur de cabinet du préfet de Haute-Garonne en fin de matinée...

MLT

Suite à la manifestation du 10 mai et suite au refus de notre appel à l'intersyndicale nous avons été reçus par les autorités préfectorales de la région auxquelles nous avons remis la Motion que nous déposons devant toutes les préfectures du SGAP depuis le 5 avril.

Nous avons abordé des problèmes spécifiques à la DDSP 31 : Armement collectif pour services spécialisés, effectifs, formation, création BST sur les Izards, dossiers qui s'accumulent : GAJ, quart et services SD...
Ainsi que notre position concernant la légitime défense et notre soutien au collègue dans la tourmente...

Toulouse, le 15 mai 2012
Le Bureau régional